



Par le biais des élections du 6 mai, le peuple grec a confirmé ce qu'il hurle depuis bientôt trois ans: « nous refusons de payer la crise des banques et des élites politiques ». Les deux partis traditionnels, Nouvelle Démocratie (droite) et PASOK (« socialiste »), ont été lourdement sanctionnés pour leur soutien et leur mise en oeuvre des mesures d'austérité extrêmement violentes imposées par la « Troïka » (FMI, UE, BCE). Loin de « sauver » la Grèce, ces mesures ne servent qu'à renflouer les banques allemandes, françaises, belges,... qui risquent gros en cas de défaut de paiement du gouvernement grec.

Mais ces mesures ont surtout servi à imposer des politiques antisociales au peuple grec : baisse drastique des salaires (plus de 25% en deux ans), fermetures d'hôpitaux et privatisations en tout genre, baisse de toutes les allocations sociales. Tout cela sans toucher aux fortunes des armateurs, de l'armée et de l'Eglise Orthodoxe. Pendant ce temps, le chômage a explosé pour atteindre 25%, et même 50% chez les jeunes. Aujourd'hui les suicides dus à la crise se multiplient et les cas d'enfants mal nourris qui s'évanouissent à l'école sont fréquents.

Le peuple grec a exprimé massivement et démocratiquement son refus de cette politique, en accordant près de 30% de ses voix à la gauche anti-austérité. Pourtant, l'UE et les médias ont accusé sur tous les tons les dirigeants de SYRIZA de bloquer une solution politique «raisonnable», qui consisterait à former un gouvernement d'union nationale pour prolonger et donc accentuer la politique de misère que la Troïka proclame être la seule possible ! Les classes dominantes européennes sont maintenant inquiètes : la Grèce devient « ingouvernable », cela veut dire en fait qu'aucun gouvernement prêt à se soumettre aux exigences de la Troïka ne bénéficierait d'une majorité au parlement ! Les dirigeants du PASOK et de ND, et leurs collègues européens, notamment du gouvernement allemand mais aussi le belge Karel de Gucht (Open VLD), commissaire européen au commerce, ont lancé une campagne de propagande tous azimuts pour maintenir le pillage de la société grecque en faveur de la « bancocratie » européenne et mondiale. La menace d'expulser la Grèce de la zone euro se fait de plus en plus concrète.

Tous ces apôtres de l'austérité démontrent donc que la volonté du peuple leur importe peu. C'est la dictature des marchés à tout prix qui règne. Pour satisfaire leurs maîtres européens et banquiers, le PASOK et ND ont déjà matraqué, gazé et enfermé des milliers de Grecs-que-s qui

tentent de leur rappeler ce que signifie le mot démocratie. C'est à coups de matraques et dans le sang qu'on pousse les Grec-que-s à la misère. Ces politiques et la répression qu'elles entraînent font aussi le lit du racisme et du fascisme. Les résultats du parti nazi Aube Dorée et de l'extrême droite renforcent encore le besoin de soutenir le peuple grec dans sa résistance pour des solutions justes et solidaires. Les « bancocrates » sèment la haine et la peur mais le peuple refuse de céder à leur répression.

C'est en Grèce que se joue l'avenir des peuples européens, la Commission et les banques essayent déjà d'imposer les mêmes « solutions » à l'Italie, à l'Etat Espagnol et au Portugal. Si nous ne les arrêtons pas, la Belgique suivra. Toute l'Europe se voit confrontée à des degrés divers à ce même diktat de l'austérité, chez nous menée par le gouvernement Di Rupo (PS). C'est pourquoi une victoire contre cette politique en Grèce donnera du courage et de l'espoir à tous les peuples européens dans leur lutte contre l'Austérité.

Nous, militantes et militants en Belgique, issus des mouvements sociaux, des syndicats, de partis politiques de la gauche, déclarons soutenir le peuple grec dans ce moment historique, contre le chantage indigne des dirigeants européens.

- Nous refusons de laisser le peuple grec isolé face aux attaques d'austérité.
  
- Nous sommes solidaires de la lutte du peuple grec contre les politiques d'austérité ainsi que de son aspiration à un gouvernement qui appliquera ses revendications, comme l'annulation immédiate des programmes d'austérité de l'UE et le FMI, l'audit de la dette et l'annulation de la dette illégitime.
  
- Nous condamnons l'attitude et le chantage de l'UE et des gouvernements qui dénie au peuple grec son droit démocratique de choisir sa politique sociale et économique, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'eurozone.
  
- Nous appelons dans ce sens à une convergence des résistances au-delà des frontières, pour rejeter l'austérité et le défaitisme, pour triompher de la droite extrême et pour construire une autre Europe au service des besoins sociaux de toutes et tous et des nécessités environnementales.

**Sur base de ces mots d'ordre, nous appelons, comme plusieurs organisations [\[1\]](#), à la manifestation « Ni en Grèce, ni en Belgique, ni nulle part! » de ce mercredi 13 juin, au départ de la Bourse de Bruxelles à 18h, vers l'ambassade de Grèce ( <http://www.facebook.com/events/417172608317316/>**

)

**Premiers signataires :**

Baptiste Argouarc'h

Freddy Bouchez (coordinateur de l'ASBL CEPRé, militant FGTB Centre)

Yannick Bovy (réalisateur, militant syndical et associatif)

Céline Caudron (Ligue Communiste Révolutionnaire)

Alixé Constant (Théâtre des Rues)

Marie-Françoise Cordemans

Jean Delval (Théâtre des Rues)

Nuray Dogru

Guy Fays (secrétaire régional, FGTB Namur)

José Garcia (syndicat des locataires)

Sophie Heine (politologue a l'ULB et à l'Universite d'Oxford)

Dalila Larabi (animatrice au Bureau wallon des Femmes du CEPAG)

Mattheu Lietaert (docteur en sciences politiques et co-réalisateur de "The Brussels Business")

Herman Michiel (Ander Europa)

Silvio Marra (ex-délégué FGTB aux Forges de Clabecq)

Céline Moreau (Jeunes FGTB)

François Polet (Centre Tricontinental –Cetri)

Hamel Puissant (animateur-formateur en Education permanente)

Jean-François Ramquet (secrétaire régional interprofessionnel FGTB Liège-Huy-Waremme)

Gérald Renier (section bruxelloise des Etudiants FGTB)  
Danièle Ricaille (Théâtre des Rues)  
Herman Van Laer (afgevaardigde ABVV Evonik Degussa)  
Felipe Van Keirsbilck (secrétaire Général de la CNE)  
Jean Vogel (professeur ULB)  
Thomas Weyts (Socialistische Arbeiderspartij)

---

[\[1\]](#) Ander Europa ; Attac ULB ; Centrale Nationale des Employés (CNE) ; Centre Tricontinental (CETRI) ; Comité Mapuche Belgica (COMABE) ; Comac ; Comité d'Action contre l'Austérité de l'asbl Cepré (Centre d'Education Populaire Régional) ; Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) ; Comités Action Europe ; Egalité ; Etudiants FGTB Bruxelles ; Etudiants de Gauche Actifs - Actief Linkse Studenten (EGA - ALS) ; Fédérations bruxelloise et liégeoise du Parti Communiste ; Initiative de Solidarité à la Grèce qui Résiste ; Jeunes Anticapitalistes (JAC) ; Jeunes FGTB ; Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) ; Ligue Communiste Révolutionnaire/Socialistische Arbeiderspartij (LCR-SAP ; Parti Humaniste ; Parti Socialiste de Lutte - Linkse Socialistische Partij (PSL - LSP) ; Rood! ; Socialisme 21 ; Syriza Belgique ; Théâtre des rues ; Vie Féminine Bruxelles ; Vonk/Unité Socialiste ; Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB) ; Links en Ecologisch Forum (LEF) ; PTB/Pvda ; ATTAC Bruxelles 2 ; Vrede VZW ; Section du Parti de la Rifondazione Comunista de Bruxelles "E. Berlinguer" ; Parti Communiste Wallonie-Bruxelles ; Ligue Communiste des Travailleurs (LCT) ; ZINTV ; Izquierda Unida Bélgica

